

RIBER S.A
Société anonyme à directoire et Conseil de Surveillance
Au capital de 3.091.348,96€
Siège social : 31, Rue Casimir Perier
95873 Bezons Cedex
R.C.S Pontoise 343 006 151

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2015

SOMMAIRE

| | Pages |
|---|-------|
| <u>RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE</u> | 2-3 |
| <u>ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2015</u> | 4 |
| <u>COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2015</u> | 5 |
| ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE | 6-7 |
| COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE | 8 |
| ETAT DU RESULTAT GLOBAL | 9 |
| TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE | 10-11 |
| TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE..... | 12 |
| NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES | 13-25 |
| <u>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES</u> | 26-29 |

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

ACTIVITE ET EVENEMENTS IMPORTANTS DU SEMESTRE

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé de Riber pour le premier semestre 2015 s'est établi à 5,7 M€, à comparer à 4,8 M€ pour la même période de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires par ligne de produits se décompose comme suit :

| M€ | S1 2015 | S1 2014 | Evolution * |
|-------------------------|------------|------------|--------------|
| Systemes | 2,8 | 2,1 | +32 % |
| Services et accessoires | 2,1 | 2,3 | -10 % |
| Cellules et sources | 0,8 | 0,4 | +104 % |
| Total CA publié | 5,7 | 4,8 | +18 % |

* pourcentages calculés sur les montants exacts en euros

L'activité Systemes MBE enregistre un redressement de ses ventes au 1er semestre 2015. Sur la période, Riber a facturé quatre systemes MBE de recherche pour un montant total de 2,8 M€, contre deux machines de recherche au premier semestre 2014.

Les ventes de services et accessoires (2,1 M€) et de cellules et sources (0,8 M€) progressent au global de 7% par rapport au premier semestre 2014. Face à l'atonie du marché industriel, Riber a renforcé son action commerciale sur le marché de la recherche au deuxième trimestre 2015. Les ventes se matérialisent également par la première contribution de MBE Control Solutions, activité américaine acquise le 18 mars 2015.

Sur les marchés des écrans plats OLED, Riber a livré au cours du premier semestre 2015 une partie des cellules linéaires destinées à équiper une ligne pilote en Corée, et engagé des premiers tests de qualification in situ.

Au 30 juin 2015, les ventes de Riber se répartissent entre l'Asie (43%), l'Europe (40%), l'Afrique (11%) et l'Amérique du Nord (6 %).

Résultat

La marge brute s'établit à 503 K€ soit 9 % du chiffre d'affaires contre une marge de 594 K€ (12 % du chiffre d'affaires) au 30 juin 2014. Cette baisse s'explique par la diminution des marges sur coûts variables (reflet de conditions de marché particulièrement défavorables) et par la prise en compte d'éléments indirects (surcoûts d'installations,...).

Les charges commerciales (1 604 K€) diminuent de 220 K€ du fait de l'optimisation de la structure opérée au cours du premier semestre 2015.

Après activation et prise en compte du Crédit Impôt Recherche, le poste recherche et développement (936 K€) s'inscrit en baisse de 127 K€ du fait de la baisse des frais de R&D sous-traités. Durant le premier semestre, Riber a maintenu son effort d'innovation dans le domaine des systemes et composants MBE et des cellules d'effusion destinées en particulier à la production d'OLED.

Les charges administratives (1 149 K€) sont stables par rapport à la même période de l'exercice précédent (1 123 K€) et intègrent une charge complémentaire de 60 K€ au titre de la première application de la norme IFRIC 21 sur les taxes locales.

Les Autres produits et charges (378 K€) correspondent essentiellement aux charges imputables au rachat de MBE Control Solutions en application de la norme IFRS 3.

Après prise en compte de ces éléments, le résultat semestriel net (part du groupe) présente une perte de 3 522 K€ contre une perte nette de 3 608 K€ au 30 juin de l'exercice précédent.

Trésorerie et investissements

La trésorerie nette à fin juin 2015 s'élève à -98 K€ (-874 K€ au 30 juin 2014), en baisse de 2 076 K€ par rapport au 31 décembre 2014, les flux de trésorerie liés à l'activité étant déficitaires de 1 457 K€ du fait de la faiblesse du chiffre d'affaires et de la prise de commande au cours du 1^{er} semestre. Durant la période, Riber a limité ses investissements en les concentrant sur son effort de R&D.

Le déficit est entièrement financé au travers des facilités de caisses bancaires et la société reste désendettée à moyen et long terme et, comme en 2014, la société anticipe un renforcement de sa trésorerie sur le second semestre.

Effectifs

L'effectif moyen du groupe au cours du premier semestre 2015 s'élevait à 97 personnes (105 au premier semestre 2014). La diminution des effectifs résulte essentiellement du départ de plusieurs salariés non remplacés à ce jour. La baisse des effectifs s'accompagne d'une réorganisation de la société autour de ses principaux processus opérationnels.

Evénements significatifs

En mars 2015, Riber a procédé à l'acquisition de la société MBE Control Solutions par rachat d'actifs et fonds de commerce. Fondée en 2005 et basée à Santa Barbara aux USA, MBE Control Solutions est une des principales sociétés californiennes de services et d'équipements EJM. Ayant développé une expertise unique dans le domaine des logiciels et des automatismes, MBE Control Solutions s'est aussi bâti une solide réputation en assurant des services de maintenance et de rénovation sur tout type de systèmes EJM auprès d'une clientèle prestigieuse de l'industrie et de la recherche. MBE Control Solutions a réalisé un chiffre d'affaires de 1,2 M\$ en 2014 et emploie 5 personnes. La Société dispose d'infrastructures sophistiquées (salle blanche, outils mécaniques à commande numérique...), permettant d'assurer qualité de service et réactivité. A travers cette acquisition, Riber Inc., filiale détenue à 100 % par Riber SA, a renforcé ses activités de services aux USA avec une meilleure couverture géographique et commerciale. L'acquisition est financée en numéraire et par l'utilisation de la quasi-totalité des actions auto détenues par Riber, qui ont été allouées à l'objectif de croissance externe (soit 1,2 % du capital).

La composition du Directoire de Riber a été modifiée, au 3 avril 2015, suite à la décision de Monsieur Philippe Ley, de démissionner de ses fonctions de Directeur des Opérations et ce afin de se consacrer à de nouveaux projets professionnels en dehors du Groupe.

En avril 2011, le Secrétariat général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) a décidé de l'ouverture d'une enquête portant sur le marché du titre Riber à compter du 1^{er} janvier 2009. L'enquête menée entre avril 2011 et novembre 2013 s'est notamment attachée à vérifier la régularité des opérations réalisées par les principaux actionnaires de la Société depuis 2009. Suite à l'examen du dossier, la Commission des sanctions de l'AMF a rendu le 2 juin 2015 des décisions à l'encontre de plusieurs actionnaires de la Société pour délits d'initiés et action de concert non déclarée. Certaines de ces décisions pouvant avoir une incidence sur l'Assemblée générale annuelle, la Société a engagé les démarches nécessaires auprès des Autorités compétentes et obtenu dans l'attente un report de la tenue de la dite Assemblée, convoquée au 15 décembre 2015.

Evénement postérieur à la clôture

La composition du Conseil de surveillance de Riber a été modifiée le 8 septembre 2015, suite à la démission, pour raisons personnelles, de Monsieur Gildas Sorin de ses mandats de membre et Président du Conseil de surveillance. Lors de sa réunion du 24 septembre 2015, le Conseil de surveillance a désigné Monsieur Dominique Pons en remplacement.

EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE 2015

Le carnet de commandes au 30 juin 2015 s'élevait à 6,3 M€, en diminution de 15 % par rapport au 30 juin 2014. Par ligne de produits, il se décompose comme suit :

| M€ | S1 2015 | S1 2014 | Evolution * |
|---|------------|------------|--------------|
| Carnet de commandes systèmes | 4,5 | 5,5 | -19 % |
| Carnet de commandes services et accessoires | 1,1 | 2,1 | -48 % |
| Carnet de commandes cellules et sources | 0,7 | 0,4 | +83 % |
| Total carnet de commandes | 6,3 | 8,0 | -15 % |

pourcentages calculés sur les montants exacts en euros

Au cours du 1^{er} semestre 2015, la société a obtenu la commande d'une machine MBE de recherche en Italie et d'un système de production en Asie, contre quatre systèmes de R&D au 1^{er} semestre 2014. Au 30 juin 2015, le carnet de commandes incluait quatre systèmes MBE (dont une machine de production).

La faiblesse relative du carnet de commandes de cellules et sources s'explique par une période de transition entre deux vagues d'investissements dans le secteur des OLED. Riber poursuit pour autant la mise au point d'une nouvelle génération de gamme de cellules OLED afin de renforcer ses positions commerciales dans ce secteur porteur. Conformément à son plan de développement, RIBER a livré une partie des cellules linéaires destinées à équiper une ligne pilote en Corée, et engagé des premiers tests de qualification in situ.

Riber concentre son action autour de l'effort commercial sur le marché de la recherche (depuis le 30 juin 2015, Riber a enregistré 3 commandes supplémentaires de systèmes de recherche et une commande de remise à niveau d'une machine), sur la mise en œuvre d'un nouveau plan d'économies et sur la consolidation de sa position de trésorerie.

Dans un contexte de marché difficile et de prise de commandes en tardive amélioration, les livraisons s'étendront à 2016 et les résultats financiers 2015 devraient s'inscrire en recul par rapport à ceux de l'exercice 2014.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Il n'est pas anticipé pour les six mois restants de l'exercice de risques et incertitudes autres que ceux décrits au paragraphe 10 des annexes aux comptes consolidés 2014 publiés le 29 avril 2015.

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Le Groupe n'a pas d'autre partie liée que ses dirigeants. La rémunération des organes d'administration et de surveillance est indiquée au paragraphe 7.6 des notes annexes aux comptes consolidés.

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2015

« J'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés résumés pour le premier semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-après présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l'exercice. »

Bezons, le 24 septembre 2015,

Frédéric GOUTARD
Président du Directoire de Riber SA

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2015

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE

BILAN ACTIF

| (En milliers d'euros) | Note | 30 juin 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|-------------|---------------------|-------------------------|
| Ecart d'acquisition | (6.1) | 921 | 820 |
| Immobilisations incorporelles | (6.2) | 3 176 | 3 091 |
| Immobilisations corporelles | (6.3) | 4 963 | 5 187 |
| Actifs financiers | (6.4) | 178 | 250 |
| Autres actifs non courants | (6.5) | 349 | |
| Impôts différés actifs | (6.13) | | |
| TOTAL DE L'ACTIF NON COURANT | | 9 587 | 9 348 |
| Stocks et en-cours | (6.6) | 7 711 | 8 352 |
| Créances Clients | (6.7) | 4 527 | 6 967 |
| Autres actifs courants | (6.8) | 1 437 | 1 440 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | (6.9) | 291 | 1 978 |
| TOTAL DE L'ACTIF COURANT | | 13 966 | 18 737 |
| Actifs détenus en vue de leur vente | (6.3) | 2 559 | 2 559 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 26 112 | 30 644 |

BILAN PASSIF

| (En milliers d'euros) | Note | 30 juin 2015 | 31 décembre 2014 |
|--|--------|---------------|------------------|
| CAPITAUX PROPRES | | | |
| Capital social | (6.14) | 3 091 | 3 091 |
| Primes | | 21 609 | 21 609 |
| Réserves | | (2 782) | 731 |
| Ecart de conversion | | (244) | (86) |
| Résultat groupe | | (3 522) | (3 801) |
| CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE | | 18 152 | 21 544 |
| Participation ne donnant pas le contrôle | | | |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES | | 18 152 | 21 544 |
| Passifs financiers à plus d'un an | | | |
| Impôts différés passifs | (6.13) | | |
| Provisions non courantes | (6.10) | 698 | 721 |
| TOTAL DU PASSIF NON COURANT | | 698 | 721 |
| Passifs financiers à moins d'un an | | 389 | |
| Provisions courantes | (6.10) | 176 | 243 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | (6.11) | 2 927 | 3 918 |
| Dettes d'impôt | | 1 | |
| Autres dettes | (6.12) | 3 769 | 4 218 |
| TOTAL DU PASSIF COURANT | | 7 262 | 8 379 |
| TOTAL DU PASSIF | | 26 112 | 30 644 |

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

| (En milliers d'euros) | Note | 30 juin 2015 | 30 juin 2014 |
|---|--------|----------------|----------------|
| Chiffre d'affaires | (7.1) | 5 695 | 4 831 |
| Coût des produits vendus | (7.2) | (5 191) | (3 779) |
| Variation des provisions sur stock | (6.5) | (1) | (458) |
| MARGE BRUTE | | 503 | 594 |
| Commercial | (7.3) | (1 604) | (1 824) |
| Recherche et développement | (7.4) | (936) | (1 063) |
| Administration | | (1 149) | (1 123) |
| Autres charges et produits opérationnels | (7.8) | (378) | (197) |
| RESULTAT OPERATIONNEL | | (3 563) | (3 613) |
| Coût de l'endettement financier net | | | - |
| Autres produits et charges financiers | (7.7) | 43 | 8 |
| Impôts sur les résultats | (6.12) | | (3) |
| RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE | | (3 522) | (3 608) |
| Participation ne donnant pas le contrôle | | | - |
| RESULTAT NET (PART DU GROUPE) | | (3 522) | (3 608) |
| Résultat de base par action (en euro) | (4) | (0,19) | (0,19) |
| Résultat dilué par action (en euro) | (4) | (0,19) | (0,19) |

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

| (en milliers d'euros) | Note | 30 juin 2015 | 30 juin 2014 |
|--|--------|----------------|----------------|
| Résultat net | | (3 522) | (3 608) |
| Ecart de conversion | | (158) | (9) |
| Variation de valeur sur instruments dérivés de couverture | | | 23 |
| Impôts différés sur instruments financiers | | | |
| Total des autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net | | (158) | 14 |
| (Pertes) et gains actuariels | (6.10) | 30 | (48) |
| Impôts différés sur pertes et gains actuariels | | | |
| Total des autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net | | 30 | (48) |
| Résultat global | | (3 650) | (3 642) |
| Dont : | | | |
| Part Groupe | | (3 650) | (3 642) |
| Intérêts minoritaires | | | |

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

| (En milliers d'euros) | Notes | 30 juin 2015 | 30 juin 2014 |
|--|--------|----------------|----------------|
| Résultat net | | (3 522) | (3 608) |
| Dotations nettes aux amortissements et provisions | | 710 | 842 |
| Juste valeur des instruments financiers de change | - | 96 | (1) |
| Plus ou moins values de cession | | (1) | (11) |
| Charges et produits calculés liés aux rachats d'actions propres | | | (14) |
| Autres produits sans incidence sur la trésorerie | | 89 | |
| Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt | | (2 820) | (2 792) |
| Charge/ (Produits) d'impôt (dont Impôts différés) | | | 3 |
| Elimination du coût de l'endettement financier | | | |
| Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt | | (2 820) | (2 789) |
| Incidence de la variation du besoin en fond de roulement | | 1 363 | 294 |
| Impôts payés ou récupérés | | | |
| Flux de trésorerie généré par l'activité | | (1 457) | (2 495) |
| Incidence des variations de périmètre | | (161) | |
| Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations incorporelles | (6.2) | (334) | (323) |
| Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles | (6.3) | (60) | (50) |
| Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations corporelles et incorporelles | | (70) | 305 |
| Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles | | 1 | 39 |
| Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières | | | (108) |
| Variation nette des prêts et créances financières | | | 14 |
| Autres flux liés aux opérations d'investissements | | | |
| Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement | | (624) | (123) |
| Augmentation de capital | | | |
| Rachat et reventes d'actions propres | | | |
| Intérêts financiers nets versés | | | |
| Encaissements provenant de nouveaux emprunts | | | |
| Remboursements d'emprunts | | | |
| Dividendes versés | (6.15) | | |
| Flux de trésorerie provenant des opérations de financement | | | |
| Incidences des variations de taux de change | | 5 | 3 |
| Variation de trésorerie | | (2 076) | (2 615) |
| Trésorerie à l'ouverture | (6.9) | 1 978 | 1 741 |
| Trésorerie à la clôture | (6.9) | (98) | (874) |
| Variation de trésorerie | | (2 076) | (2 615) |

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE – ANALYSE DE LA VARIATION DU BFR

| (En milliers d'euros) | 30 juin 2015 | 30 juin 2014 |
|--|---------------------|---------------------|
| Stocks | 714 | (1 492) |
| Clients et comptes rattachés | 2 571 | 3 540 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 51 | |
| Créances sur organismes sociaux | 7 | 7 |
| Créances d'impôt (hors IS) | (281) | (323) |
| Autres créances | (170) | (62) |
| Charges constatées d'avance | 32 | 68 |
| Sous-total | 2 924 | 1 738 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | (1 194) | (1 189) |
| Clients avances et acomptes reçus | (653) | 86 |
| Dettes sociales | 264 | (399) |
| Dettes fiscales | 35 | 2 |
| Autres dettes | (14) | 63 |
| Produits constatés d'avance | | (7) |
| Sous-total | (1 562) | (1 444) |
| Total | 1 363 | 294 |

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE

| (En milliers d'euros, sauf données par action) | Nombre d'actions | Montant du capital | Primes d'émission | Réserves consolidées | Résultat consolidé | Ecart de conversion | Total des capitaux propres (part groupe) |
|--|---------------------|-----------------------|----------------------|-------------------------|-----------------------|------------------------|---|
| Capitaux propres au 31/12/2013 | 19 320 931 | 3 091 | 21 609 | 485 | 236 | 91 | 25 512 |
| Affectation du résultat | | | | 236 | (236) | | |
| Résultat net de la période | | | | | (3 608) | | (3 608) |
| <i>Instruments financiers net d'impôt</i> | | | | 23 | | | 23 |
| <i>Ecart de conversion</i> | | | | | | (9) | (9) |
| <i>Ecart actuariel sur les retraites net d'ID</i> | | | | (48) | | | (48) |
| Autres éléments du résultat global | | | | (25) | | (9) | (34) |
| Résultat global de la période | | | | (25) | (3 608) | (9) | (3 642) |
| Acquisition ou cession de titres d'auto-contrôle | | | | (14) | | | (14) |
| Reclassement des dividendes sur titres d'auto-contrôle | | | | | | | |
| Dividendes versés | | | | | | | |
| Augmentation de capital | | | | | | | |
| Total des transactions avec les actionnaires | | | | (14) | | | (14) |
| Capitaux propres au 30/06/2014 | 19 320 931 | 3 091 | 21 609 | 682 | (3 608) | 82 | 21 856 |
| Capitaux propres au 31/12/2014 | 19 320 931 | 3 091 | 21 609 | 731 | (3 801) | (86) | 21 544 |
| Résultat en instance d'affectation | | | | (3 801) | 3 801 | | |
| Résultat net de la période | | | | | (3 522) | | (3 522) |
| <i>Ecart de conversion</i> | | | | | | (158) | (158) |
| <i>Ecart actuariel sur les retraites net d'ID</i> | | | | 30 | | | 30 |
| Autres éléments du résultat global | | | | 30 | | (158) | (128) |
| Résultat global de la période | | | | 30 | (3 522) | (158) | (3 650) |
| Acquisition ou cession de titres d'auto-contrôle | | | | 259 | | | 259 |
| Reclassement des dividendes sur titres d'auto-contrôle | | | | | | | |
| Dividendes versés | | | | | | | |
| Augmentation de capital | | | | | | | |
| Total des transactions avec les actionnaires | | | | 259 | | | 259 |
| Capitaux propres au 30/06/2015 | 19 320 931 | 3 091 | 21 609 | (2 782) | (3 522) | (244) | 18 153 |

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2015

| | | |
|------|--|----|
| 1 | INFORMATIONS GENERALES..... | 14 |
| 2 | EVENEMENTS MAJEURS DU PREMIER SEMESTRE 2015 | 14 |
| 3 | PRINCIPALES METHODES COMPTABLES..... | 14 |
| 3.1 | Principes généraux et déclaration de conformité..... | 14 |
| 3.2 | Référentiel IFRS appliqué | 15 |
| 3.3 | Estimations et jugements comptables déterminants | 15 |
| 3.4 | Méthodes comptables | 16 |
| 4 | RESULTAT PAR ACTION : BASE DE CALCUL | 16 |
| 5 | PERIMETRE DE CONSOLIDATION | 16 |
| 6 | NOTES SUR LE BILAN..... | 16 |
| 6.1 | Ecart d'acquisition | 16 |
| 6.2 | Immobilisations incorporelles | 17 |
| 6.3 | Immobilisations corporelles | 18 |
| 6.4 | Actifs financiers | 18 |
| 6.5 | Autres actifs non courants..... | 18 |
| 6.6 | Stocks et encours..... | 19 |
| 6.7 | Créances clients..... | 19 |
| 6.8 | Autres actifs courants..... | 19 |
| 6.9 | Trésorerie et équivalents de trésorerie..... | 20 |
| 6.10 | Provisions..... | 20 |
| 6.11 | Dettes fournisseurs | 21 |
| 6.12 | Autres dettes | 21 |
| 6.13 | Impôts différés..... | 21 |
| 6.14 | Capitaux propres | 21 |
| 6.15 | Bons de souscription et options de souscription d'actions | 21 |
| 6.16 | Rachat d'actions..... | 21 |
| 6.17 | Actifs et passifs éventuels..... | 22 |
| 7 | NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT | 22 |
| 7.1 | Chiffre d'affaires | 22 |
| 7.2 | Coût des ventes | 23 |
| 7.3 | Commercial | 23 |
| 7.4 | Recherche et Développement..... | 23 |
| 7.5 | Effectif et montant des rémunérations..... | 23 |
| 7.6 | Rémunération des organes d'administration et de surveillance | 24 |
| 7.7 | Résultat financier..... | 24 |
| 7.8 | Autres charges et produits opérationnels..... | 24 |
| 8 | INFORMATION SECTORIELLE..... | 25 |
| 9 | EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE | 25 |
| 10 | PARTIES LIEES..... | 25 |
| 11 | INFORMATION SUR LES RISQUES..... | 25 |
| 12 | ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS | 25 |

1 INFORMATIONS GENERALES

Riber SA et ses filiales (« le Groupe ») développent, fabriquent et vendent des systèmes d'épithaxie par jets moléculaires (technologie EJM appelée aussi MBE, *molecular beam epitaxy*) ainsi que des sources d'évaporation et des cellules destinées à l'industrie des semi-conducteurs. Ces équipements de haute technologie sont essentiels pour la fabrication des matériaux semi-conducteurs composés et de nouveaux matériaux qui sont utilisés dans de nombreuses applications grand public, notamment pour les nouvelles Technologies de l'Information, les écrans plats OLED, et les nouvelles générations de cellules solaires.

Riber SA est une société anonyme dont les actions sont cotées sur le compartiment C de la Bourse Euronext de Paris et dont le siège social est situé 31 Rue Casimir Perier, 95 873 Bezons.

Les présents états financiers consolidés résumés ont été arrêtés par le Directoire et le Conseil de Surveillance le 24 septembre 2015 qui a autorisé leur publication le lendemain.

2 EVENEMENTS MAJEURS DU PREMIER SEMESTRE 2015

En mars 2015, Riber a procédé à l'acquisition de la société MBE Control Solutions par rachat d'actifs et fonds de commerce. Fondée en 2005 par Andy Jackson et basée à Santa Barbara aux USA, MBE Control Solutions est une des principales sociétés californiennes de services et d'équipements EJM. Ayant développé une expertise unique dans le domaine des logiciels et des automatismes, MBE Control Solutions s'est aussi bâti une solide réputation en assurant des services de maintenance et de rénovation sur tout type de systèmes EJM auprès d'une clientèle prestigieuse de l'industrie et de la recherche. MBE Control Solutions a réalisé un chiffre d'affaires de 1,2 M\$ en 2014 et emploie 5 personnes. La Société dispose d'infrastructures sophistiquées (salle blanche, outils mécaniques à commande numérique...), permettant d'assurer qualité de service et réactivité. A travers cette acquisition, Riber Inc., filiale détenue à 100 % par Riber SA, renforce ses activités de services aux USA avec une meilleure couverture géographique et commerciale. L'acquisition auprès d'Andy Jackson est financée en numéraire et par l'utilisation de la quasi-totalité des actions auto détenues par Riber, qui ont été allouées à l'objectif de croissance externe (soit 1,2 % du capital).

La composition du Directoire de Riber a été modifiée, au 3 avril 2015, suite à la décision de Monsieur Philippe Ley, de démissionner de ses fonctions de Directeur des Opérations et ce afin de se consacrer à de nouveaux projets professionnels en dehors du Groupe.

En avril 2011, le Secrétariat général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) a décidé de l'ouverture d'une enquête portant sur le marché du titre Riber à compter du 1er janvier 2009. L'enquête menée entre avril 2011 et novembre 2013 s'est notamment attachée à vérifier la régularité des opérations réalisées par les principaux actionnaires de la Société depuis 2009. Suite à l'examen du dossier, la Commission des sanctions de l'AMF a rendu le 2 juin 2015 des décisions à l'encontre de plusieurs actionnaires de la Société pour délits d'initiés et action de concert non déclarée. Certaines de ces décisions pouvant avoir une incidence sur l'Assemblée générale annuelle, la Société a engagé les démarches nécessaires auprès des Autorités compétentes et obtenu dans l'attente un report de la tenue de la dite Assemblée, convoquée au 15 décembre 2015.

3 PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

3.1 Principes généraux et déclaration de conformité

Riber (« la Société ») est une entreprise domiciliée en France. Les états financiers consolidés résumés pour la période de 6 mois prenant fin le 30 juin 2015 comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe »). Ils sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la société, et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil Européen adopté le 3 novembre 2008, les états financiers consolidés résumés du Groupe RIBER au 30 juin 2015 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union Européenne au 30 juin 2015 et qui sont d'application obligatoire à cette date, avec, en comparatif, le premier semestre 2014 retraité si besoin selon le même référentiel. La norme IAS 34 relative aux arrêtés intermédiaires est appliquée par RIBER dans ses comptes au 30 juin 2015.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (*International Financial Reporting Standards*), les IAS (*International Accounting Standards*), et leurs interprétations IFRIC (*International Financial Reporting Interpretations Committee*) et SIC (*Standing Interpretations Committee*).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union Européenne est disponible sur le site internet de la Commission Européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm.

Au 30 juin 2015, les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à l'exception des méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires :

Crédit d'impôt recherche

Pour les comptes intermédiaires, le produit du semestre au titre du crédit d'impôt recherche est calculé en appliquant aux dépenses de recherche budgétées de la période le taux d'éligibilité historiquement constaté.

Provisions pour retraites et médailles du travail

La charge du semestre au titre des engagements de retraite est calculée sur la base des évaluations actuarielles à la fin de l'exercice précédent. Ces évaluations sont le cas échéant ajustées pour tenir compte d'événements non récurrents importants survenus lors du semestre et de l'évolution du taux d'actualisation.

Les comptes sont arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation au vu des prévisions d'activité et des prévisions de trésorerie afférentes. La réalisation du calendrier d'encaissements prévisionnels et le maintien des concours bancaires actuels sont déterminants dans l'appréciation de ce principe de continuité d'exploitation. La non atteinte de ces prévisions pourrait remettre en cause à l'avenir l'application de certains principes comptables et notamment l'évaluation de certains actifs et passifs.

3.2 Référentiel IFRS appliqué

Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2015

Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes semestriels 2015 sont identiques à celles des comptes consolidés au 31 décembre 2014, à l'exception des nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2015 présentées ci-dessous :

- IFRIC 21 « Droits et taxes »
- Amendement à IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » : exemption visée au § 52 sur les portefeuilles d'instruments financiers (améliorations annuelles 2011 – 2013)

Le Groupe applique depuis le 1er janvier 2015 la norme IFRIC 21 avec un impact défavorable de 60 K€ sur son résultat à fin juin 2015 (61 K€ si la norme devait s'appliquer rétrospectivement aux comptes semestriels au 30 juin 2014).

La norme IFRS 13 n'a pas d'impact sur l'information financière présentée.

Nouvelles normes et interprétations d'application non encore obligatoire au 1er janvier 2015

Les nouvelles normes, amendements à des normes existantes et interprétations suivantes ne sont pas d'application obligatoire au 1er janvier 2015 et n'ont pas été adoptées par anticipation :

Normes adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2015 (améliorations annuelles 2010 – 2012) :

- Amendement à IFRS 2 « Paiements à base d'actions » concernant la définition des conditions d'acquisition des droits
- Amendement à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » concernant la comptabilisation des paiements conditionnels
- Amendement à IFRS 8 « Secteurs opérationnels » concernant la réconciliation des actifs par segment et le regroupement des secteurs opérationnels
- Amendement des bases de conclusion d'IFRS 13
- Amendement à IAS 16 et IAS 38 « Immobilisations corporelles et incorporelles » concernant les réévaluations

Ces amendements ne devraient pas avoir d'impact sur les comptes consolidés du Groupe.

Normes non encore adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2015 :

- IFRS 9 « Instruments financiers » d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2018
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients » d'application obligatoire au plus tard à compter des exercices ouverts le 1er janvier 2017

3.3 Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables qui peuvent être déterminantes et qui sont susceptibles d'affecter les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Il est possible que les montants effectifs connus ultérieurement soient différents des estimations et hypothèses retenues.

Les estimations et jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur des informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances. Les principales estimations et jugements comptables effectués par le Groupe portent sur les points suivants :

- Valeur de réalisation de certains stocks
- Appréciation du risque client et provisions correspondantes
- Tests de dépréciation lorsque la valeur recouvrable est déterminée selon la valeur d'utilité
- Provisions pour risques et charges
- Activation des impôts différés résultant des déficits fiscaux

3.4 Méthodes comptables

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2015 sont établis en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». S'agissant de comptes résumés, ils n'intègrent pas toutes les informations et notes annexes requises pour l'établissement des états financiers annuels complets, et à ce titre ils doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2014 publiés au sein du rapport annuel 2014 et disponibles sur le site de la société dans sa version en Français (www.riber.com, rubrique Investisseurs/Rapports financiers/Assemblée des actionnaires). En particulier, les méthodes comptables appliquées par le Groupe ne sont pas reprises dans les comptes consolidés résumés.

4 RESULTAT PAR ACTION : BASE DE CALCUL

Le résultat par action non dilué est obtenu en divisant le résultat net par le nombre moyen sur la période d'actions composant le capital. Il n'existe aucun instrument dilutif en circulation à ce jour.

| | 30 juin 2015 | 30 juin 2014 |
|--|--------------|--------------|
| Moyenne pondérée des actions ordinaires composant le capital et servant à calculer le résultat par action non dilué | 19 007 351 | 18 888 841 |
| Actions ordinaires potentielles dans l'hypothèse de l'exercice de la totalité des bons/options de souscription | - | - |
| Moyenne pondérée des actions ordinaires et potentiellement dilutives servant à calculer le résultat par action dilué | 19 007 351 | 18 888 841 |

Les titres auto-détenus portés en déduction des capitaux propres consolidés ont été exclus du nombre moyen pondéré des actions en circulation pour leur montant pondéré au 30 juin 2015, soit 313 580 actions.

5 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sociétés consolidées par intégration globale :

| Société | Siège | % contrôle | % d'intérêt |
|-------------|---|------------|-------------|
| Riber SA | 31 rue Casimir Perier 95873 BEZONS France | Mère | Mère |
| Riber Inc | 15 Liberty Street, Metuchen NJ 08840 USA | 100 | 100 |
| Riber Korea | Room 1 909 Songdo BRC Smart Valley 30 Songdo Mirae-ro YEONSU-GU INCHEON KOREA | 100 | 100 |

6 NOTES SUR LE BILAN

6.1 Ecart d'acquisition

| (En milliers d'euros) | Addon | MBE Control | Ecart d'acquisition |
|--|------------|-------------|---------------------|
| Valeur brute à l'ouverture | 2 156 | | 2 156 |
| Amortissements cumulés à l'ouverture | (1 336) | | (1 336) |
| Valeurs nettes comptables à l'ouverture | 820 | | 820 |
| Différences de changes | | (5) | (5) |
| Variations de périmètre | | 107 | 107 |
| Valeurs brute à la clôture | 2 156 | 102 | 2 257 |
| Amortissements cumulés à la clôture | (1 336) | | (1 336) |
| Valeurs nettes comptables à la clôture | 820 | 102 | 921 |

Sur le premier semestre 2015, l'augmentation des écarts d'acquisition fait suite à l'acquisition d'actifs le 18 mars 2015 auprès de la société MBE Control Solutions aux Etats-Unis. MBE Control Solutions, une des principales sociétés californiennes de services et d'équipements MBE, a une expertise unique dans le domaine des logiciels et des automatismes et a développé une solide réputation dans les services de maintenance et de rénovation sur tout type de systèmes MBE auprès d'une clientèle prestigieuse de l'industrie et de la recherche. A travers cette acquisition, RIBER renforce ses activités de services clients aux USA avec une meilleure couverture géographique et commerciale. L'intégration des réseaux RIBER Inc. et MBE Control Solutions permettra notamment d'enrichir l'offre aux clients des deux sociétés et de renforcer la position compétitive de RIBER sur l'ensemble du territoire américain.

L'écart d'acquisition antérieur correspond à l'acquisition de la société Addon SAS en 2004.

A la clôture de chaque exercice, un test de dépréciation est formalisé consistant à comparer les actifs et passifs de la société Addon SAS, ainsi que l'écart d'acquisition dégagé, aux flux futurs de trésorerie actualisés issus des prévisions d'activité et de résultat de cette société.

Un test de dépréciation a conduit au 31 décembre 2006 à constater une perte de valeur sur l'écart d'acquisition de 486 K€ afin de ramener celui-ci à une valeur nette de 1.670 K€. Une perte de valeur complémentaire de 850 K€ a été comptabilisée au 31 décembre 2007 du fait de la diminution du chiffre d'affaires de cette filiale en 2007 et des perspectives futures de vente.

Un test de dépréciation a été réalisé à fin 2014 sur la base des hypothèses suivantes :

- périmètre : activité « cellules et sources »
- taux d'actualisation après impôts : 10,00 %
- durée des prévisions établies : 5 ans
- taux de croissance terminale de l'activité : 2 %

Les résultats de ce test ont conduit à maintenir l'évaluation inchangée et la valeur nette de cet écart d'acquisition au 31 décembre 2014 était de 820 K€. Au 30 juin 2015, la société estime qu'aucun indice de perte de valeur n'est apparu sur la période.

6.2 Immobilisations incorporelles

| (En milliers d'euros) | Concessions et brevets | Marques | Frais de développ. | Autres immo incorp | Total |
|--|------------------------|-----------|--------------------|--------------------|--------------|
| Valeurs brutes à l'ouverture | 1 509 | 80 | 3 775 | 737 | 6 101 |
| Amortissements cumulés à l'ouverture | (1 239) | | (1 567) | (204) | (3 010) |
| Valeurs nettes comptables à l'ouverture | 270 | 80 | 2 208 | 533 | 3 091 |
| Différences de change | (9) | | | | (9) |
| Variations de périmètre | 188 | | | | 188 |
| Acquisitions | | | 334 | | 334 |
| Cessions | | | | | |
| Reclassement | | | | | |
| Dotations, reprises aux amortissements | (66) | | (345) | (17) | (428) |
| Valeurs brutes à la clôture | 1 687 | 80 | 4 110 | 737 | 6 614 |
| Amortissements cumulés à la clôture | (1 304) | | (1 913) | (221) | (3 438) |
| Valeurs nettes comptables à la clôture | 383 | 80 | 2 197 | 516 | 3 176 |

L'accroissement des immobilisations incorporelles provient essentiellement de l'immobilisation des frais d'études de nouvelles machines MBE et de cellules d'effusion. Les frais de R&D activés au 30 juin 2015 (334 K€) viennent en contrepartie de la rubrique « R&D » (voir paragraphe 7.4).

Dans le cadre du rachat des actifs de la société MBE Control Solutions, le Groupe a fait l'acquisition notamment de plusieurs logiciels de pilotage de machine et accessoires EJM (165 K€).

6.3 Immobilisations corporelles

| (En milliers d'euros) | Terrains | Construc- tions | Installations techniques et agencements | Mobiliers et matériel informatique | Immob. en cours | Total |
|--|--------------|--------------------|---|--|--------------------|--------------|
| Valeurs brutes à l'ouverture | 1 351 | 483 | 10 122 | 687 | 123 | 12 766 |
| Amortissements cumulés à l'ouverture | | (191) | (6 788) | (600) | | (7 579) |
| Valeurs nettes comptables à l'ouverture | 1 351 | 292 | 3 334 | 87 | 123 | 5 187 |
| Différences de change | | | (3) | | | (3) |
| Variations de périmètre | | | 61 | | | 61 |
| Acquisitions | | | 60 | | | 60 |
| Cessions | | | (39) | | | (39) |
| Reclassement | | | 121 | | (121) | |
| Dotations et reprises aux amortissements | | (11) | (278) | (15) | | (304) |
| Valeurs brutes à la clôture | 1 351 | 483 | 10 322 | 688 | 2 | 12 846 |
| Amortissements cumulés à la clôture | | (202) | (7 066) | (615) | | (7 883) |
| Valeurs nettes comptables à la clôture | 1 351 | 281 | 3 256 | 73 | 2 | 4 963 |

Profitant de la réorganisation des méthodes de production dans le cadre du programme « lean manufacturing » et après autorisation du Conseil de surveillance, la Société a mis en vente fin 2014 une partie du site de Bezons actuellement non exploitée et dont la propriété n'est pas indispensable au développement de la société.

En application de la norme IFRS 5, les actifs concernés sont isolés sous la rubrique « actifs détenus en vue de leur vente » avec le détail suivant :

| (En milliers d'euros) | Valeur brute | Amortisse- ments | Valeurs nettes comptables |
|---|--------------|---------------------|------------------------------|
| Terrains | 984 | | 984 |
| Constructions | 295 | (116) | 179 |
| Installations techniques et agencements | 1 938 | (542) | 1 396 |
| Total | 3 217 | (658) | 2 559 |

6.4 Actifs financiers

| (En milliers d'euros) | 30 juin 2015 | 31 décembre 2014 |
|--|--------------|------------------|
| Titres de participation non consolidés et créances liées | 108 | 108 |
| Liquidité sur contrat d'animation de cours | 53 | 125 |
| Dépôts et cautionnement | 17 | 17 |
| Total | 178 | 250 |

Les titres de participation non consolidés se composent de 10.796 titres de participation de la société IPVF SAS (Institut Photovoltaïque d'Ile de France) au nominal de 10 euros. Cette détention représente 2 % du capital.

6.5 Autres actifs non courants

Les actifs non courants (349 K€ au 30 juin 2015) correspondent à la part à plus d'un an des Crédit Impôt Recherche, Crédit Impôt Innovation et Crédit Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi.

6.6 Stocks et encours

| (En milliers d'euros) | Matières premières et approvisionnements | Produits intermédiaires | En cours | Produits finis | Total |
|--|--|-------------------------|--------------|----------------|--------------|
| Valeurs brutes à l'ouverture | 6 504 | 2 414 | 2 438 | 1 641 | 12 997 |
| Provisions cumulées à l'ouverture | (2 829) | (967) | (14) | (835) | (4 645) |
| Valeurs nettes comptables à l'ouverture | 3 675 | 1 447 | 2 424 | 806 | 8 352 |
| Différences de change | - | - | - | 5 | 5 |
| Variations de périmètre | - | - | - | 69 | 69 |
| Variations | (438) | (36) | (225) | (15) | (714) |
| Reclassement | - | - | - | - | - |
| Provision | 45 | (26) | (19) | (1) | (1) |
| Valeurs brutes à la clôture | 6 066 | 2 378 | 2 213 | 1 737 | 12 394 |
| Provisions cumulées à la clôture | (2 784) | (993) | (33) | (873) | (4 683) |
| Valeurs nettes comptables à la clôture | 3 282 | 1 385 | 2 180 | 864 | 7 711 |

Le stock de produits finis correspond exclusivement à des pièces et composants destinés à l'activité de vente de services et accessoires. Le stock d'en-cours correspond principalement aux machines EJM en phase d'assemblage à la clôture.

La décroissance significative des stocks par rapport au 31 décembre 2014 (et dans une plus grande mesure par rapport au 30 juin 2014) est imputable à un contrôle renforcé des approvisionnements afin de réduire le besoin en fonds de roulement.

6.7 Créances clients

| (En milliers d'euros) | 30 juin 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|--------------|------------------|
| Créances clients et comptes rattachés | 4 795 | 7 219 |
| Provision pour dépréciation | (268) | (252) |
| Valeur nette des créances clients et comptes rattachés | 4 527 | 6 967 |

La diminution des créances s'explique par le recouvrement des ventes livrées fin 2014 et par une moindre activité au cours du 1^{er} semestre 2015.

6.8 Autres actifs courants

| (En milliers d'euros) | Avances et acomptes sur commandes | Créances sur personnel & org. sociaux | Etat créances d'impôt (Hors IS) | Etat créances d'impôt sur les bénéfices | Autres créances | Charges constatées d'avance | Total |
|--|-----------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------|---|-----------------|-----------------------------|--------------|
| Valeurs brutes à l'ouverture | 104 | 25 | 400 | 781 | 50 | 124 | 1 484 |
| Provisions cumulées à l'ouverture | (44) | - | - | - | - | - | (44) |
| Valeurs nettes comptables à l'ouverture | 60 | 25 | 400 | 781 | 50 | 124 | 1 440 |
| Différences de change | 1 | - | - | - | - | 1 | 2 |
| Variations de périmètre | - | - | - | - | - | - | - |
| Variations | 45 | (5) | (87) | - | 74 | (32) | (5) |
| Reclassement | - | - | (47) | - | 47 | - | - |
| Provision | - | - | - | - | - | - | - |
| Valeurs brutes à la clôture | 150 | 20 | 266 | 781 | 171 | 93 | 1 481 |
| Provisions cumulées à la clôture | (44) | - | - | - | - | - | (44) |
| Valeurs nettes comptables à la clôture | 106 | 20 | 266 | 781 | 171 | 93 | 1 437 |

Les créances d'impôts sont essentiellement relatives aux Crédit Impôt Recherche et Crédit Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi. La récupération des sommes dues au titre de l'exercice 2014 est intervenue en juillet et août 2015. La part à plus d'un an est mentionnée au paragraphe 6.5.

6.9 Trésorerie et équivalents de trésorerie

| (En milliers d'euros) | 30 juin 2015 | 31 décembre 2014 |
|---------------------------------|--------------|------------------|
| Disponibilités | 291 | 1 978 |
| Valeurs mobilières de placement | | |
| Trésorerie active | 291 | 1 978 |
| Concours bancaires courants | 389 | |
| Trésorerie passive | 389 | |
| Trésorerie nette | (98) | 1 978 |

La trésorerie à fin juin 2015 est déficitaire de 0,1 M€, en baisse de 2,1 M€ par rapport à décembre 2014, les flux de trésorerie liés à l'activité étant déficitaires de 1,4 M€ du fait de la faiblesse du chiffre d'affaires et des investissements engagés au cours du 1^{er} semestre pour 0,6 M€. Le déficit a été financé par l'utilisation des excédents de trésorerie et au travers des facilités de caisses bancaires dont dispose la société qui reste par ailleurs totalement désendettée à moyen et long terme.

6.10 Provisions

Provisions non courantes

| (En milliers d'euros) | Avantages aux salariés | Total |
|-----------------------------------|------------------------|------------|
| Solde net à l'ouverture | 721 | 721 |
| Changement de méthode | | |
| Ecart actuariel | (30) | (30) |
| Coûts des services rendus | 19 | 19 |
| Reprises provisions non utilisées | (13) | (13) |
| Total | 698 | 698 |

Les provisions non courantes d'un montant de 698 K€ au 30 juin 2015 (contre 721 K€ au 31 décembre 2014) correspondent aux indemnités de départ à la retraite et aux médailles du travail.

Les engagements retraite sont déterminés à chaque clôture annuelle selon une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires et d'âge de départ en retraite. En l'absence d'événement majeur intervenu sur le 1^{er} semestre 2015, le montant de la provision au 30 juin 2015 est basé sur une extrapolation du calcul annuel, et tient compte des nouvelles hypothèses d'actualisation (2,06% à fin juin contre 1,49% à fin décembre 2014).

Provisions courantes

| (En milliers d'euros) | Provision pour garantie | Provision pour litiges | Total |
|-----------------------------------|-------------------------|------------------------|------------|
| Solde net à l'ouverture | 223 | 20 | 243 |
| Dotations | 18 | | 18 |
| Reprises provisions utilisées | (65) | (20) | (85) |
| Reprises provisions non utilisées | | | |
| Total | 176 | | 176 |

La diminution des provisions pour garantie est imputable à la baisse du chiffre d'affaires sous garantie au 30 juin 2015 par rapport à celui au 31 décembre 2014.

6.11 Dettes fournisseurs

| (En milliers d'euros) | 30 juin 2015 | 31 décembre 2014 |
|-----------------------------------|--------------|------------------|
| Fournisseurs de biens et services | 2 761 | 3 804 |
| Fournisseurs d'immobilisations | 166 | 114 |
| Total | 2 927 | 3 918 |

Le recul des dettes fournisseurs au cours du premier semestre 2015 tient au cycle de production sur l'année.

6.12 Autres dettes

| (En milliers d'euros) | 30 juin 2015 | 31 décembre 2014 |
|--|--------------|------------------|
| Dettes fiscales et sociales | 2 592 | 2 309 |
| Avances reçues sur commande | 913 | 1 534 |
| Autres dettes et comptes de régularisation | 111 | 49 |
| Commissions à payer aux agents | 153 | 230 |
| Instruments dérivés | | 96 |
| Total | 3 769 | 4 218 |

L'augmentation des dettes fiscales s'explique principalement par les sommes dues au titre de la CFE et de la CVAE qui sont soldées par construction en fin d'exercice et par la première application de la norme IFRIC21 qui impose de provisionner la taxe foncière à 100 % à sa date d'exigibilité, soit le 1^{er} janvier de l'exercice. L'impact en est de 60 K€ au 30 juin 2015 en contrepartie des frais administratifs et l'impact (non retraité) sur les comptes au 30 juin 2014 aurait été de 61 K€.

La baisse des avances reçues à la commande s'explique par la facturation de plusieurs systèmes EJM au cours du premier semestre et par la faiblesse de la prise de commande au cours de la période.

6.13 Impôts différés

Au 31 décembre 2014, compte tenu du caractère relativement cyclique de l'activité, le Groupe a décidé de n'activer que les créances d'impôt différé résultant des déficits fiscaux qu'il estime recouvrables à l'horizon de moins de 2 ans.

L'impôt comptabilisé dans les comptes intermédiaires est déterminé en appliquant au résultat de la période intermédiaire avant impôt, le taux d'impôt effectif moyen estimé pour la période annuelle. Ce taux estimé étant proche de zéro, il a été décidé de ne comptabiliser aucune charge d'impôt dans les comptes intermédiaires et de n'activer aucun déficit complémentaire. Dans le cadre des arrêtés futurs, si les niveaux d'activité et de rentabilité le permettent, le Groupe se réserve la possibilité d'activer à nouveau des déficits.

6.14 Capitaux propres

Le capital s'élève à 3 091 348,96 € et est composé de 19 320 931 actions d'une valeur nominale de 0,16 €. Aucun mouvement sur le capital n'est intervenu au cours de la période.

6.15 Bons de souscription et options de souscription d'actions

Aucune nouvelle attribution gratuite d'actions n'a eu lieu au cours des exercices 2007 à 2015 inclus.

6.16 Rachat d'actions

Un programme de rachat d'actions a été mis en place par le Directoire suite à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 13 juin 2002 confirmée depuis par les Assemblées Générales Mixtes successives et notamment celle du 3 juin 2014. Un rapport d'information décrivant ce programme de rachat d'actions est régulièrement présenté aux actionnaires au sein du rapport annuel de la Société.

Au 30 juin 2015, la Société détient 202 actions propres figurant en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant brut de 270 €. Sur la base de 0,985 € par action correspondant au cours de bourse moyen du mois de juin 2015, la valeur de marché de ces titres au 30 juin 2015 était de 199 €. Le 18 mars 2015, 231 000 actions propres ont été remises à Monsieur Andy Jackson à titre de rémunération de l'acquisition de la société MBE Control.

D'autre part, dans le cadre de son contrat d'animation de cours, Riber SA détenait, au 30 juin 2015, 243 895 titres figurant également en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant brut de 316 176 €. Sur la base de 0,985 € par action correspondant au cours de bourse moyen du mois de juin 2015, la valeur de marché de ces titres au 30 juin 2015 était de 240 237 €. La trésorerie affectée à ce contrat d'animation de cours s'élevait au 30 juin 2015 à 53 K€ et a été classée au bilan en actifs financiers.

6.17 Actifs et passifs éventuels

A la fin du premier semestre 2014, Riber a été notifiée d'une demande formulée auprès du Conseil des Prud'Hommes consécutive au départ d'un cadre de Direction réclamant des indemnités et dommages conséquents. La société, appuyée par ses conseils et par une décision favorable en première instance intervenue le 12 juin 2015, estime avoir de sérieux arguments pour contester ceux de son ancien salarié, sans pour autant être en mesure d'estimer de manière fiable l'éventuel effet défavorable sur sa situation financière. En application de la norme IAS 37, aucune provision n'est constatée à ce titre dans les comptes au 30 juin 2015.

A l'exception de ce litige, le Groupe n'a actuellement pas connaissance de fait exceptionnel, litige ou éléments liés à l'environnement susceptibles d'affecter ou d'avoir affecté substantiellement dans un passé récent son patrimoine, sa situation financière ou son résultat.

7 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

7.1 Chiffre d'affaires

L'analyse du chiffre d'affaires par ligne de produit et zone géographique est présentée ci-après :

Par ligne de produit

| (En milliers d'euros) | 30 juin 2015 | 30 juin 2014 |
|---------------------------------------|--------------|--------------|
| Systèmes industriels | | |
| Systèmes "recherche et développement" | 2 803 | 2 128 |
| Cellules et sources d'effusion | 2 087 | 394 |
| Accessoires, composants, SAV | 805 | 2 309 |
| Total | 5 695 | 4 831 |

L'activité Systèmes MBE enregistre un redressement de ses ventes au 1er semestre 2015. Sur la période, RIBER a facturé quatre systèmes MBE de recherche pour un montant total de 2,8 M€, contre deux machines de recherche au premier semestre 2014.

Les ventes de services et accessoires (2,1 M€) et de cellules et sources (0,8 M€) progressent au global de 7% par rapport au premier semestre 2014. Face à l'atonie du marché industriel, RIBER a renforcé son action commerciale sur le marché de la recherche au deuxième trimestre 2015. Les ventes se matérialisent également par la première contribution de MBE Control Solutions, société américaine acquise à la fin du mois de mars.

Sur les marchés des écrans plats OLED, conformément à son plan de développement, RIBER a livré une partie des cellules linéaires destinées à équiper une ligne pilote en Corée, et engagé des premiers tests de qualification in situ.

Par zone géographique

| (En milliers d'euros) | 30 juin 2015 | 30 juin 2014 |
|-----------------------|--------------|--------------|
| Amérique du Nord | 367 | 3 448 |
| Asie | 2 439 | 846 |
| Europe | 2 250 | 533 |
| Autres | 639 | 4 |
| Total | 5 695 | 4 831 |

7.2 Coût des ventes

| (En milliers d'euros) | 30 juin 2015 | 30 juin 2014 |
|--|----------------|----------------|
| Consommations matières premières, approvisionnements et marchandises | (3 165) | (1 666) |
| Charges de personnel de production | (1 491) | (1 459) |
| Sous-traitance | (28) | (15) |
| Transport et frais d'installation | (337) | (375) |
| Dotations amortissements et variations provisions (garantie ...) | (113) | (211) |
| Autres frais (entretien,...) | (58) | (52) |
| Total coût des produits vendus | (5 191) | (3 779) |

L'accroissement des consommations s'explique par l'évolution du chiffre d'affaires et l'enrichissement relatif des produits vendus au cours du 1^{er} semestre 2015.

7.3 Commercial

| (En milliers d'euros) | 30 juin 2015 | 30 juin 2014 |
|----------------------------|----------------|----------------|
| Commissions agents | (149) | (111) |
| Frais commerciaux internes | (1 455) | (1 713) |
| Total | (1 604) | (1 824) |

Les charges commerciales (1.604 K€) diminuent de 220 K€ du fait de la réorganisation des équipes.

7.4 Recherche et Développement

| (En milliers d'euros) | 30 juin 2015 | 30 juin 2014 |
|---|--------------|----------------|
| Frais bruts | (1 294) | (1 419) |
| Subventions | 73 | 0 |
| Déduction du crédit d'impôt recherche et innovation | 296 | 321 |
| Activation des frais de développement (note 6.2) | 334 | 263 |
| Amortissement des frais de développement (note 6.2) | (345) | (229) |
| Total | (936) | (1 063) |

Après activation et prise en compte du Crédit Impôt Recherche, le poste recherche et développement (936 K€) s'inscrit en baisse de 127 K€ du fait de la diminution des frais bruts de recherche et développement et par un accroissement de la charge d'amortissement.

Durant le premier semestre, Riber a maintenu son effort d'innovation dans le domaine des systèmes MBE (mise d'une chambre d'interface éliminant les phénomènes vibratoires et développement du logiciel permettant le pilotage des systèmes) et des cellules d'effusion destinées en particulier à la production d'OLED. Enfin, la société poursuit, en partenariat avec IMEC, un programme de recherche pluriannuel pour l'intégration et le développement de la MBE dans la chaîne de production Silicium.

7.5 Effectif et montant des rémunérations

L'effectif moyen du Groupe sur la période est le suivant :

| | 30 juin 2015 | 30 juin 2014 |
|----------------------|--------------|--------------|
| Ingénieurs et cadres | 46 | 50 |
| Agents de maîtrise | 16 | 16 |
| Employés et ouvriers | 35 | 39 |
| TOTAL | 97 | 105 |

La masse salariale se décompose comme suit :

| (En milliers d'euros) | 30 juin 2015 | 30 juin 2014 |
|---|----------------|----------------|
| Salaires et traitements | (3 011) | (2 748) |
| Charges sociales | (1 089) | (1 070) |
| Participation des salariés | | |
| Autres charges de personnel | (60) | (68) |
| Dotation / reprise engagement retraites | (6) | 52 |
| TOTAL | (4 166) | (3 834) |

L'évolution à la hausse des charges de personnel est imputable à hauteur de 201 K€ au traitement comptable du complément de prix relatif à l'acquisition de la société MBE Control, conditionné à la présence en tant que salarié de l'ancien propriétaire de cette Société (application de la norme IFRS 3). Les paiements complémentaires futurs au profit du vendeur salarié sont considérés comme venant en compensation de services attendus de ce dernier. Ils constituent donc une rémunération post acquisition, laquelle fera l'objet d'un paiement étalé jusqu'au 31 décembre 2016.

La masse salariale est également impactée défavorablement par les évolutions de change dans la consolidation de la filiale Riber Inc aux Etats-Unis.

Le montant des salaires et traitements tient compte des sommes dues au titre du Crédit Impôt Compétitivité et Emploi (53 K€) et dont l'usage est destiné à financer une partie de l'effort d'innovation de la société.

7.6 Rémunération des organes d'administration et de surveillance

Au cours du premier semestre 2015, la société a versé la somme de 499 K€ (590 K€ au premier semestre 2014) aux membres de son Directoire et à ses principaux dirigeants opérationnels. La diminution s'explique par le resserrement du Comité de Direction en début d'année (deux personnes en moins) et par la baisse des primes de performance en lien avec l'évolution défavorable de l'activité.

Au cours du premier semestre 2015, la Société n'a versé aucune rémunération aux membres de son Conseil de surveillance. Sous réserve d'adoption des propositions de résolutions de l'Assemblée Générale du 15 décembre 2015, il est prévu de verser la somme de 60 K€ au titre des jetons de présence relatifs à l'exercice 2015 (70 K€ en 2014). Ces dépenses ainsi que la fiscalité afférente sont intégrées à hauteur de 50 % dans les comptes au 30 juin 2015.

Les membres du Directoire n'ont bénéficié d'aucun plan de stock-options ou actions gratuite au cours des exercices 2015 et 2014. Il n'existe aucun accord prévoyant une indemnisation des dirigeants en cas de départ autre que l'application des dispositions légales.

7.7 Résultat financier

| (En milliers d'euros) | 30 juin 2015 | 30 juin 2014 |
|---|--------------|--------------|
| Produits financiers liés aux placements de trésorerie | | |
| Intérêt des emprunts | | |
| Coût de l'endettement net | | |
| Produits nets sur cession de VMP | | |
| Instruments de couverture de change | | 1 |
| Autres frais et produits financiers | 77 | (10) |
| Résultat de change | (34) | 17 |
| Total autres charges et produits financiers | 43 | 8 |
| Total | 43 | 8 |

7.8 Autres charges et produits opérationnels

Les Autres charges et produits (378 K€) correspondent essentiellement au complément de prix post acquisition de la société MBE Control (201 K€) ainsi que des frais de conseil en lien avec cette acquisition (129 K€).

8 INFORMATION SECTORIELLE

La ventilation du chiffre d'affaires par ligne de produit et par zone géographique est présentée en note 7.1 ci-avant.

Pour des raisons commerciales, la société ne souhaite pas communiquer d'information relative au résultat opérationnel par lignes de produits ou par zones géographiques, dans la mesure où l'ensemble de ses concurrents ne sont pas soumis à une telle obligation. En conséquence, les informations chiffrées ventilées par lignes de produits ou par zones géographiques ne sont produites qu'au niveau du chiffre d'affaires.

9 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

La composition du Conseil de surveillance de Riber a été modifiée le 8 septembre 2015, suite à la démission, pour raisons personnelles, de Monsieur Gildas Sorin de ses mandats de membre et Président du Conseil de surveillance. Lors de sa réunion du 24 septembre 2015, le Conseil de surveillance a désigné Monsieur Dominique Pons en remplacement.

10 PARTIES LIEES

Le Groupe n'a pas d'autre partie liée que ses dirigeants.

11 INFORMATION SUR LES RISQUES

Il n'est pas anticipé pour les six mois restants de l'exercice de risques et incertitudes autres que ceux décrits au paragraphe 10 des annexes aux comptes consolidés 2014 publiés le 29 avril 2015.

12 ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

Cautions

| (en milliers d'euros) | 30 juin 2015 | 31 décembre 2014 |
|--------------------------------|--------------|------------------|
| Cautions accordées aux clients | 383 | 494 |

Dans le cadre de contrats de vente internationaux en cours au 30 juin 2015, la société a produit via ses partenaires bancaires deux cautions de restitution d'acomptes et deux garanties de bonne fin.

Nantissements

| (en milliers d'euros) | 30 juin 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|--------------|------------------|
| Nantissement de placement de trésorerie | 0 | 0 |

Engagements de location simple

| (en milliers d'euros) | A 1 an | A 2 ans | A 3 ans |
|------------------------|--------|---------|---------|
| Locations immobilières | 62 | 64 | 54 |

Les données correspondent à la location de bureaux à Metuchen (Etats-Unis), Shanghai (Chine) et Incheon (Corée du Sud).

Autres engagements

| (en milliers d'euros) | 30 juin 2015 | 31 décembre 2014 |
|--|--------------|------------------|
| Aides à l'innovation (subventions publiques) | 479 | 559 |
| Garantie export | 34 | 34 |

Au 30 juin 2015, Riber SA bénéficie de subventions publiques dans le cadre de 5 programmes de recherche pluriannuels correspondant au remboursement d'une partie des frais engagés (entre 30 % et 69 % selon les programmes).

Riber SA a obtenu en 2013 une garantie export de la part de BPI France pour une durée de 4 ans et dont le montant s'ajuste aux engagements couverts.

RIBER SA

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

BOISSIERE EXPERTISE AUDIT

SIEGE SOCIAL: 57 RUE BOISSIERE – 75116 PARIS

TEL : +33 (0) 1 53 65 11 00 – FAX : + 33 (0) 1 45 53 96 09

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
CAPITAL DE 38 112 EUROS – RCS PARIS B 341 000 958

MAZARS

SIEGE SOCIAL : 61, RUE HENRI REGNAULT – 92400 COURBEVOIE

TEL : + 33 (0) 1 49 97 60 00 – FAX: + 33 (0) 1 49 97 60 01

SOCIETE ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
CAPITAL DE 8 320 000 EUROS – RCS NANTERRE B 784 824 153

RIBER SA

Siège Social : 31 rue Casimir Perier – 95 873 Bezons
Société Anonyme au capital de 3.091.348,96 €
N° Siren : RCS Pontoise 343 006 151

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

RIBER SA

*Comptes semestriels
consolidés résumés au
30 juin 2015*

Période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société RIBER SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 2, 3.1 et 3.2 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés mentionnant le report de l'Assemblée générale annuelle d'approbation des comptes au 31 décembre 2014 et relatives aux principes comptables, et plus particulièrement à la continuité d'exploitation et aux normes, interprétations et amendements d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2015.

RIBER SA

*Comptes semestriels
consolidés résumés au
30 juin 2015*

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 25 septembre 2015

Les Commissaires aux Comptes

**BOISSIERE EXPERTISE
AUDIT**

TITA ZEITOUN

MAZARS

ARIANE MIGNON
